

Le procès de la honte et l'avenir de la Catalogne

EELV Pays Catalan communique:

Le procès des élus et responsables associatifs catalans à Madrid n'est pas une parenthèse dans le conflit qui oppose la Catalogne à l'état espagnol. Cette parodie de procès est un épisode de plus dans la judiciarisation d'un problème politique et une volonté délibérée d'intimidation par tous les moyens afin de juguler les aspirations de la société catalane. Après les mobilisations et manifestations de soutien en tous genres des derniers mois, nous ne devons pas baisser la garde.

EELV Pays Catalan se félicite de la prise de position de 41 sénateurs français, salue la motion votée par la majorité du Conseil Régional le 28 mars dénonçant les atteintes à la démocratie et aux droits fondamentaux et demandant la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés.

Cette semaine encore, Gérard Onesta (Président du Bureau de l'Assemblée régionale, responsable écologiste et ancien vice-président du Parlement Européen) rencontrait le président Puigdemont, les Consellers exilés et des responsables politiques et sociaux catalans à Bruxelles pour envisager des initiatives politiques constructives dans un futur immédiat et en relation avec les prochaines élections européennes. L'avenir de la Catalogne passe par celui de l'Europe et vice-versa, tant il est vrai que le problème de la Catalogne n'est pas réductible à la Catalogne et à l'Espagne. Cet élan démocratique bafoué nous interpelle et ne peut se résoudre que politiquement dans le dialogue et le respect d'une volonté populaire exprimée massivement et pacifiquement.

En attendant, le procès se poursuit et des peines de dizaines d'années de prison sont requises à l'encontre d'élus déjà emprisonnés depuis un an et demi pour avoir exercé sans violence leur mandat politique.